



**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD, PRÉSIDENT DE LA RÉGION  
BRETAGNE,**

**Session de juillet**  
*9 juillet 2020*

Cher·e·s collègues,

Mesdames et Messieurs qui nous suivez en ligne dans les locaux de Courcy ou d'ailleurs,

Mesdames et Messieurs,

Avant d'aborder nos discours de politique générale, permettez-moi d'évoquer la mémoire de quelques grandes personnalités bretonnes du monde culturel, artistique et politique qui nous ont quittés. Ainsi Louise EBREL et Donatien LAURENT, qui auront tant donné pour nos musiques, nos chants, notre culture. Ainsi, Christian BONNET, maire de Carnac, parlementaire, ministre... Il aura marqué la vie politique locale, régionale, nationale, et enfin, bien entendu, notre collègue Daniel GILLES, que nous connaissons tous ici, Daniel GILLES et ses passions, Daniel GILLES et son caractère... Cet homme engagé ici dans le domaine du sport nous a accompagnés. Nous avons forcément une pensée pour lui et toute sa famille.

En votre nom, je souhaite qu'on leur fasse à tous l'hommage qu'ils méritent et je vous propose d'observer une minute de silence.

Il y a trois ans, la majorité régionale m'élisait pour prendre la suite de Jean-Yves LE DRIAN comme président de la Région Bretagne. Depuis, nous avons travaillé, débattu, toujours cherché à faire avancer la Bretagne. Dans un an, si je suis encore ici à cette place, ce sera cette fois parce que les Bretonnes et les Bretons m'auront accordé leur confiance. Mais plus que cette confiance, c'est la confiance à l'égard de notre collectivité qu'il nous faudra chercher.

C'est pour cela, mes chers collègues, que je vous propose de consacrer cette session aux Bretonnes et aux Bretons, que cette session, par sa qualité, participe à retisser la confiance entre nous, les élus locaux que nous sommes tous ici avant tout, dans cet hémicycle, nous et les citoyens. Car s'il y a une leçon que je tire de ces trois ans, de ces trois derniers mois exceptionnels, de ces derniers jours avec les élections municipales, s'il y a une leçon que je veux tirer avec vous, c'est que nous devons être à

la hauteur, en permanence, des attentes de nos concitoyens. Nous devons toujours montrer que voter a un sens, un intérêt, car bien des choses sont décidées ici qui peuvent changer ou non, en mieux ou non, la vie des habitants. Et ce que nous faisons, nous devons le faire pour eux et avec eux.

L'actualité de ces derniers jours est d'abord économique et sociale. Notre mobilisation aux côtés des salariés et des élus locaux a permis d'empêcher l'annonce de la fermeture de Fonderie Bretagne. Nous engageons le travail avec les élus locaux, les parlementaires, l'État, avec les salariés et les syndicats, avec les dirigeants de Renault, pour démontrer qu'il y a un avenir pour ce site en Bretagne. Notre stratégie de reconquête du marché français de la volaille a permis de sauver l'abattoir Ronsard, à Bignan, qui était condamné. Si nous voulons lutter contre les gigantesques fermes usines dans les pays de l'Est ou en Amérique du Sud, réduire nos importations, gagner en autonomie et donc gagner en écologie, il nous faut des abattoirs comme celui de Bignan aujourd'hui, celui de Châteaulin demain et d'autres encore dans d'autres espèces. Et il nous faut aussi des poulaillers pour les alimenter.

La fermeture et la vente à la découpe de HOP Morlaix n'est malheureusement pas une surprise. C'est un débat que nous avons depuis longtemps et c'est un combat que nous avons engagé depuis longtemps et bien avant la crise Covid avec les élus locaux et avec la direction d'Air France. Nous avons réengagé, réamorcé, ces dernières semaines, les discussions avec les élus locaux, toujours, les discussions avec l'État et avec Air France car je considère que les aides de l'État doivent bien entendu être conditionnées à un minimum d'aménagement du territoire. Enfin, la suppression des 402 emplois à Lannion chez Nokia est un scandale. Je l'ai dit et j'y reviendrai. Ces annonces sont les prémices de ce que nous allons connaître dans les mois qui viennent.

Mais permettez-moi de revenir en arrière, de retourner le 17 mars à midi, HO du confinement, qui durera trois mois. Le confinement rentrera dans l'histoire et dans chacune de nos mémoires. Jamais notre population ne s'était retrouvée confinée. Depuis bien longtemps, nous n'avions pas eu peur d'une pandémie. Nous l'observions derrière nos écrans à l'autre bout du monde, à l'autre bout de la planète, et nous étions probablement persuadés que c'était pour les autres. Nous avons pris une belle leçon d'humilité et pris conscience de notre fragilité.

Ces trois mois ont montré du positif. Ces trois mois ont montré du négatif.

Du négatif : des pertes de revenus importantes pour une partie de notre population, pour les étudiants, pour les entrepreneurs individuels, pour les petits salaires, pour les intérimaires. Un effet de loupe aussi pour les inégalités de logement, le stress pour soi et ses proches, la montée de la pauvreté et maintenant, la grande inquiétude pour tous les jeunes diplômés, non diplômés ou futurs diplômés, sans oublier les apprentis.

Du positif aussi. D'abord, une très belle réactivité des agents de notre collectivité, que nous saluons et que nous remercions, l'engagement des soignants, les applaudissements sur les balcons pour des sourires sous les masques, de la solidarité, le rappel à l'essentiel de ce qui fait de nos vies et toutes les promesses que nous nous sommes faites sur notre façon de consommer, de travailler, de faire du tourisme, d'être plus écologiques. Et soulignons le courage des Bretons. Courage des Bretons sur mer, dans les champs, dans les usines, dans nos entrepôts, dans les supermarchés. En notre nom à tous, permettez-moi de leur redire notre fierté et nos remerciements. Je pense aussi à notre jeunesse, qui a vécu quelque chose d'inédit, qui a su, avec ses outils, à sa manière, sa manière de vivre, garder le contact avec ses amis, avec sa famille, avec ses professeurs ou instituteurs, professeurs et instituteurs que je salue pour leur engagement.

Je veux féliciter nos lycéens, nos étudiants, nos apprentis. Dans cette année inédite, ils ont obtenu leur diplôme. Ce n'est pas un diplôme au rabais, c'est un diplôme. Ils vont poursuivre leurs études et ils vont entrer dans le marché du travail. Ils sont notre avenir et j'ai confiance en eux.

Nous avons des leçons à tirer de ce moment plus qu'à en donner.

La première leçon, c'est l'anticipation. C'est s'organiser pour éviter autant que possible un nouveau confinement. Nous prenons notre part avec l'usine de masques à Grâces, près de Guingamp, pour que la Bretagne ne connaisse plus de pénurie de masques.

La deuxième leçon, c'est le besoin d'Europe et de coopération internationale. Un virus, bien entendu, n'a pas de passeport. Il n'a que faire des frontières. Le partage d'informations, de méthodes, de matériel a manqué. Les pays comme le Brésil ou les USA dirigés par des nationalistes sont aujourd'hui les plus touchés. C'est l'illustration dramatique que le nationalisme non seulement n'est pas une réponse mais ne fait qu'aggraver le mal.

La troisième leçon est qu'il nous faut sortir des postures et des certitudes et jouer collectif, comme nous savons le faire en Bretagne. Arrêtons de toujours trouver un coupable plutôt que de travailler à trouver des solutions. Il n'y a pas de gentilles collectivités d'un côté et de méchants États de l'autre et inversement, comme il n'y a pas les méchants du privé et les gentils du public et inversement. Chacun a sa part. Chacun a un bout de la réponse.

Pour autant, la quatrième leçon que je tire est qu'il faut mettre fin à ce centralisme dont l'uniformité nuit à l'efficacité. Il faut plus de pouvoir local, non pas pour le concentrer, mais pour le partager, plus de liberté d'action, plus de différenciation. Au final, ce sera plus et mieux de République. Nous l'avons vu jusqu'à l'absurde sur notre demande bretonne de pouvoir ouvrir les plages du quotidien. Nous l'avons vu jusqu'à l'absurde sur notre situation bretonne, qui était, quelque part, dans une situation chanceuse, mais qui s'est retrouvée dans la même complexité que l'ensemble du reste de la

République. Combien d'intelligence en région et à Paris, nous a-t-il fallu mobiliser pour obtenir cette ouverture de plages en conseil de défense, ce qui était pourtant pour nous une évidence et qui n'a posé ensuite aucun problème !

La cinquième leçon est que notre système économique n'est pas assez résilient. Il est en train de montrer toutes ses limites. Nous devons travailler notre souveraineté et revoir notre façon de faire de l'international, intégrer l'écologie, la sobriété et la solidarité dans tous nos modèles de développement économique, tous nos modèles de développement territoriaux, et, dans une période qui nous rappelle la pertinence de la pyramide de Maslow, toujours nous demander ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas.

Enfin, la sixième leçon est musicale, culturelle, festive. La Bretagne n'est pas la Bretagne sans nos festivals, nos stades, nos courses cyclistes, nos fest-noz, sans les Gwenn ha du au vent. De manière brutale, le virus nous a rappelé que si la culture n'est plus là, c'est le silence.

À ces leçons que je tire de la crise, je veux ajouter deux convictions. La première est que nous devons tout faire pour stopper le délitement de notre société. Vouloir changer les choses contre les gens n'a aucun sens. Considérer qu'une partie de la population est perdue ou sans intérêt n'est pas une option politique. La deuxième est que nous n'avons qu'une planète. Il est temps de le comprendre et il est temps d'en tirer les conclusions sur un système qui épuise nos ressources. Pour réussir les transitions, il faut conjuguer ces deux convictions et les traduire en objectif, en engagement politique.

C'est pour cela que je veux et les usines, et l'écologie. Si les ouvriers, si les employés ne font pas partie de l'aventure, alors, quel intérêt ? Si les plus modestes se sentent les sacrifiés des transitions, cela n'a pas de sens. Je crois à l'industrie, à sa capacité de se transformer, de se relocaliser en Bretagne. Je crois que quand nous sauvons Ronsard à Bignan, ce n'est pas pour recommencer comme avant. C'est pour monter en gamme, en qualité de l'emploi, en respect de l'environnement. Je veux la production et la sobriété. Nous pouvons créer des richesses sans piller nos richesses naturelles.

Je veux protéger la terre agricole et répondre aux besoins de logements sur nos territoires. L'autonomie alimentaire a bien plus de prix que n'importe quel projet de lotissement. Imaginons seulement que ce soit la nourriture qui ait manqué pendant la Covid plutôt que le papier toilette...

Je veux la régionalisation de la politique agricole pour protéger les revenus de nos agriculteurs dans la diversité de nos systèmes agricoles pour accompagner les transitions et répondre aux exigences des consommateurs. Nous le faisons pour tous les Bretons et en même temps, pour offrir la qualité bretonne à tous les Français, comme pendant la Covid et au-delà.

Je veux de la mobilité décarbonée, des systèmes de transport en commun qui prennent en compte les besoins de nos usagers et des systèmes interopérables qui se parlent pour que nos concitoyens puissent se déplacer facilement.

Je veux conditionner nos aides sur des critères de sobriété et de qualité de l'eau, de biodiversité, de décarbonisation, de qualité du travail, de performance sociale. Nous ne ferons pas tout bien et beaucoup me reprocheront certains projets. Je sais les débats sur certains projets importants qui existent en Bretagne. Je sais par exemple les reproches qui me sont faits sur le soutien à la plateforme logistique de la SICA. La Région s'est engagée dans ce projet. Nous devons le dire. Nous devons regarder ces sujets en face, car la première responsabilité d'un homme politique est d'assumer les décisions qui ont été prises, en l'occurrence il y a huit ans, il y a quatre ans, il y a deux ans, sur ce même dossier. Ce projet permet aux agriculteurs de développer de la polyculture et donc d'aller vers plus de diversité. Nous devons continuer nos exigences mais nous devons aussi regarder les engagements que nous avons pris. Ce projet doit et devra réduire l'empreinte carbone globale de l'activité. Il devra permettre de mieux organiser le travail de nos agriculteurs, permettre de limiter le nombre de poids lourds sur les routes, permettre de continuer à être plus performants au niveau environnemental, au niveau de la qualité de l'eau, au niveau de la diversité des productions agricoles, au niveau de la capacité des agriculteurs, et notamment les plus modestes et ceux qui sont sur les plus petites parcelles, de continuer à travailler, à produire et à livrer leurs marchandises.

Je veux développer le low tech. Je veux développer le low tech non pas pour entrer dans une mode, mais tout simplement parce que l'innovation ne se résumera pas au high tech énergivore. Je veux le numérique responsable. La Région s'engagera pour obtenir ce label du numérique responsable qui me semble indispensable, dans la période – vous voyez les débats –, car je veux que le numérique soit acceptable, qu'il ne soit pas une énième technologie consumériste et qu'il soit une technologie souveraine européenne. La crise nous a montré notre dépendance aux réseaux numériques. Il faut en tirer les leçons. C'est sur cette base que nous pourrons donner une nouvelle perspective aux hommes et aux femmes qui travaillent dans ce domaine. Je pense particulièrement aux équipes de Lannion. Mais la première étape est que le plan Nokia ne s'applique pas. La Ministre l'a dit d'ailleurs hier : il est inacceptable. J'ai exprimé ma position il y a dix jours à Lannion aux syndicats, aux dirigeants de Nokia ainsi qu'à l'ensemble des acteurs qui travaillent sur ce dossier. Nokia a bénéficié du crédit impôt recherche en France, de soutiens massifs à l'échelle de l'Union européenne. Leur annonce est d'autant plus inacceptable. Je pense, devant de telles situations, qui en rappellent bien d'autres, que l'Union européenne, que l'État doivent étudier toutes les possibilités, y compris, pourquoi pas, d'annuler la vente. D'annuler la vente, de récupérer les brevets, de récupérer les licences. Il convient aussi concrètement, à court terme, maintenant, de regarder toutes les opportunités pour massifier l'emploi à Lannion, de continuer ce travail dans cette filière, y compris en recrutant sur place à Lannion les effectifs que les acteurs du numérique ne trouvent pas, malgré leur demande, à Paris ou à Rennes. C'est un combat et nous devons le mener.

Je veux la transparence sur toutes les données environnementales en Bretagne et en particulier, celles qui concernent le sujet des algues vertes, qui doivent être disponibles en open data pour les journalistes et les acteurs.

Et enfin, je veux une décentralisation de combat. La crise arrive. Elle sera forte. Il nous faut les moyens pour agir maintenant sans perdre de temps. Je suis pour que l'État se concentre au niveau économique sur le CAC40 et que nous puissions nous donner les moyens d'accompagner le reste et d'aider nos chefs d'entreprise, en cohérence, en synergie, en intelligence. Mais travaillons à cette hypothèse. Nous devons accompagner nos chefs d'entreprise, accompagner nos salariés, accompagner les ouvriers à passer la période, et nous devons bien entendu garder en tête que nous avons une ambition pour l'économie de demain, celle qui est intense en emplois sur l'ensemble des territoires, riche en innovations et sobre, nécessairement sobre en matières premières, en énergie. C'est pour cela que plus de décentralisation, plus de déconcentration, plus de différenciation, sans oublier les moyens et la Bretagne à cinq, nous donnera plus de force pour servir les Bretons.

La Covid-19 a été un accélérateur de tendances. Elle nous oblige à nous concentrer sur l'essentiel. Ne pas tirer les leçons, et elles sont radicales, c'est, un jour ou l'autre, finir dans le mur, car la crise climatique ne durera pas que trois mois. Je suis convaincu que les choix que nous faisons et que nous réaffirmons avec force dans ce nouveau budget pourront renforcer la Bretagne.

Je vous remercie.